



Conseil de sécurité

Distr. générale
10 mai 2019
Français
Original : anglais

Application de la résolution 2420 (2018) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Dans sa résolution 2420 (2018), en vue de garantir le strict respect de l'embargo sur les armes, le Conseil de sécurité a prolongé à nouveau son autorisation d'inspecter les navires en haute mer au large des côtes libyennes et les autorisations connexes accordées initialement dans sa résolution 2292 (2016)¹, et m'a prié de lui faire rapport sur l'application de la résolution 2420 (2018)². Faisant suite à cette demande, le présent rapport est le fruit de consultations tenues avec les États Membres (dont la Libye), les organisations régionales, le Groupe d'experts sur la Libye et les organismes du système des Nations Unies, notamment la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

2. Le présent rapport s'inscrit malheureusement dans le contexte de l'escalade militaire et des combats constatés récemment dans le pays, tandis que des violations de l'embargo sur les armes, par voie aérienne, terrestre et maritime, continuent d'être signalées. Je suis profondément préoccupé par le fait que cette situation risque de nous empêcher de saisir l'occasion peut-être unique qui nous est offerte de conduire un dialogue sans exclusive et de rechercher une solution politique pour le pays. Depuis 2011, le Conseil impose à la Libye un embargo sur les importations et les exportations d'armes, dans l'optique de prévenir la prolifération des armes dans la région, d'aider à prévenir toute violence contre les civils dans le pays, d'accompagner la transition politique libyenne et d'aider le Gouvernement d'entente nationale à mettre en place des forces nationales unifiées capables d'assurer la sécurité de la

¹ Le Conseil de sécurité a également prescrit aux États Membres de procéder à l'inspection de navires en haute mer dans des circonstances qui, sans être visées par l'embargo sur les armes, ont quelque rapport avec la Libye. Dans sa résolution 2441 (2018), il a ainsi prorogé le régime d'inspection visant à empêcher toutes exportations illicites de pétrole en provenance de Libye et autorisé, jusqu'au 15 février 2020, l'inspection en haute mer de navires désignés par le Comité créé par la résolution 1970 (2011). Par sa résolution 2437 (2018) sur la lutte contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains, il a renouvelé jusqu'au 3 octobre 2019 l'autorisation d'inspecter, en haute mer au large des côtes libyennes, les navires soupçonnés d'être utilisés à ces fins.

² Le 11 mai 2018, j'ai soumis au Conseil de sécurité mon premier rapport sur la question (S/2018/451), en application de la résolution 2357 (2017) par laquelle le Conseil a reconduit les autorisations résultant de la résolution 2292 (2016) pour une nouvelle période de douze mois et m'a prié de lui faire rapport sur l'application de la résolution 2357 (2017).



Libye et de la défendre face au terrorisme. Compte tenu de la situation que connaît actuellement le pays, il importe que ces mesures, associées à l'autorisation d'inspecter les navires en haute mer au large des côtes libyennes, soient strictement appliquées.

3. Les États Membres sont tenus de respecter pleinement les résolutions du Conseil de sécurité qui visent à empêcher la fourniture, la vente ou le transfert direct ou indirect d'armes et de matériel connexe en Libye. Dans sa résolution 1970 (2011), en vue de faciliter l'application de l'embargo sur les importations et les exportations d'armes, le Conseil a demandé aux États Membres de faire inspecter sur leur territoire, y compris dans leurs ports maritimes et aéroports, tous les chargements à destination et en provenance de la Libye. Il a également autorisé la saisie et la neutralisation de tous les articles interdits découverts lors des inspections. Dans ses résolutions 2174 (2014) et 2213 (2015), il a demandé de nouveau aux États Membres de procéder à ces inspections sur leur territoire. Par sa résolution 2292 (2016), le Conseil a autorisé les États Membres, agissant à titre national ou dans le cadre d'organismes régionaux, et en tenant compte des consultations appropriées avec le Gouvernement d'entente nationale, à faire inspecter, en haute mer au large des côtes libyennes, les navires à destination ou en provenance de Libye. En application de cette même résolution, les États Membres qui effectuent ces inspections, agissant individuellement ou dans le cadre d'organismes régionaux, sont également autorisés, s'ils découvrent des articles interdits, à saisir et à éliminer lesdits articles et à recueillir au cours de leurs inspections des éléments de preuve ayant directement trait au transport desdits articles³.

4. La mise en place de l'embargo sur les armes et celle du régime d'inspection en haute mer arrêté à sa suite constituent d'importantes décisions du Conseil de sécurité en matière de lutte contre le trafic d'armes à destination et en provenance de la Libye qui existe depuis 2011. Les États Membres, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye, les organisations régionales⁴ et le Groupe d'experts⁵ ont tous rendu compte de transferts illicites d'armes et de matériel connexe à destination et en provenance de la Libye, ces transferts étant le fait d'agents étatiques et non étatiques, notamment de groupes armés libyens et étrangers, et d'entités criminelles. Les flux illicites d'armes en provenance de la Libye ont permis à des groupes terroristes d'étendre leur influence dans la région⁶. Il est donc toujours indispensable que l'embargo sur les armes et le régime d'inspection en haute mer arrêté à sa suite soient pleinement appliqués.

³ C'est au paragraphe 13 de sa résolution 1973 (2011) que le Conseil a autorisé pour la première fois les inspections en haute mer concernant la Libye, et au paragraphe 8 de la résolution 2040 (2012) qu'il a décidé de mettre fin à cette mesure.

⁴ Depuis la publication de mon précédent rapport, l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale a signalé au Secrétariat trois cas de transfert d'armes ou de matériel connexe par voie maritime (voir par. 10).

⁵ Depuis la publication de mon précédent rapport, le Groupe d'experts sur la Libye a indiqué qu'il enquêtait sur d'autres cas de transfert de matériel connexe par voie maritime (voir S/2018/812, par. 75 à 88), mais également par voie aérienne et terrestre.

⁶ Depuis la publication de mon précédent rapport, l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées a mis en lumière des liens entre des groupes terroristes présents en Libye, dans des pays voisins et au Sahel, mais n'a pas fait état de transferts par voie maritime (voir S/2018/705, par. 31 et 32).

II. Mise en œuvre des autorisations arrêtées par la résolution 2292 (2016) et reconduites par les résolutions 2357 (2017) et 2420 (2018)

5. L'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED opération SOPHIA) est le seul mécanisme régional agissant en vertu des autorisations précitées. L'opération militaire a rapporté avoir procédé, entre le 23 mars 2018 et le 22 mars 2019, à 1 083 arraisonnements, 84 approches amicales et trois inspections de vaisseaux. Celles-ci n'ont pas conduit à des saisies d'armes ou de matériel connexe. Depuis juin 2016, l'opération militaire a procédé à 2 377 arraisonnements, 170 approches amicales et six inspections de navire, qui ont abouti à deux saisies d'articles interdits. Mon précédent rapport (S/2018/451) comprenait des informations plus détaillées sur ces deux saisies, effectuées en mai et juin 2017.

6. L'opération militaire a par ailleurs indiqué que, le 29 mars 2019, le Conseil de l'Union européenne avait décidé de proroger son mandat jusqu'au 30 septembre 2019, tout en suspendant le déploiement de moyens navals pour la durée de cette prorogation, de manière temporaire et sans exclure la possibilité de revenir sur cette décision si cela s'avérait nécessaire. Dans le cadre de ce mandat prorogé, l'opération continue d'utiliser des moyens aériens pour surveiller la zone d'opérations et d'échanger des informations avec d'autres parties prenantes.

7. Le Secrétariat n'a reçu aucune autre information concernant d'autres inspections de navires ou saisies de cargaisons opérées en haute mer au large des côtes libyennes par les États Membres, agissant à titre national ou dans le cadre d'organisations régionales, pendant la période considérée.

Inspections : *Osman Prince*, *Ahmad Prince* et *Rusen Mete*

8. L'opération militaire de l'Union européenne a informé le Secrétariat que, depuis mon précédent rapport, elle avait procédé à trois inspections de vaisseaux, le 23 septembre 2018, le 1^{er} novembre 2018 et le 18 janvier 2019. Les vaisseaux inspectés, tous trois des bateaux motorisés, étaient, dans l'ordre, l'*Osman Prince*, à destination de Benghazi, l'*Ahmad Prince*, qui naviguait vers Tripoli, et le *Rusen Mete*, qui devait rejoindre Brega. L'opération militaire a indiqué qu'elle avait cherché de bonne foi à obtenir le consentement de l'État du pavillon concerné avant d'effectuer chacune des trois inspections, mais qu'en l'absence de réponse dans le délai de quatre heures prévu à cet effet, elle avait fini par s'exécuter. D'après l'opération militaire, les membres de l'équipage des trois navires se sont montrés coopératifs lors des inspections. Aucune arme ou matériel connexe n'a été retrouvé à bord de ces navires.

III. Obligations de présentation de rapports et communication de renseignements pertinents

9. Au paragraphe 11 de sa résolution 2292 (2016), le Conseil de sécurité a engagé les États Membres et le Gouvernement d'entente nationale à communiquer les renseignements pertinents au Comité, aux États Membres et aux organisations régionales agissant en vertu des autorisations données dans ladite résolution. Pendant la période considérée, l'opération militaire de l'Union européenne a par conséquent présenté au Comité des rapports sur les trois vaisseaux inspectés. Elle a également informé le Secrétariat qu'elle avait encore intensifié ses échanges d'informations avec des interlocuteurs clefs grâce à la création d'une cellule d'information sur la criminalité. Elle l'a en outre informé qu'elle continuait de recueillir des informations

par l'intermédiaire des demandes qu'elle soumettait aux États membres de l'Union européenne et à diverses entités. Le Groupe d'experts a indiqué au Secrétariat qu'il avait établi des procédures d'échange d'informations avec l'opération militaire.

10. De plus, l'opération militaire a informé le Secrétariat que les autorités portuaires et douanières libyennes avaient procédé à trois saisies d'armes et de matériel connexe à Khoms⁷ et Misrata⁸. Le Groupe d'experts a indiqué au Secrétariat qu'il enquêtait sur ces affaires.

IV. Observations

11. Je suis profondément préoccupé par les activités militaires actuellement en cours dans le pays, qui seraient alimentées par des transferts d'armes effectués vers le territoire libyen, y compris par voie maritime. Je tiens à exprimer à nouveau ma reconnaissance à l'opération militaire de l'Union européenne, pour les efforts qu'elle déploie, dans le cadre des autorisations renouvelées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2420 (2018) afin d'empêcher le trafic d'armes et de matériel connexe illicites par voie maritime à destination ou en provenance de la Libye. Alors que la dernière prorogation en date du mandat de l'opération militaire s'est accompagnée d'une suspension temporaire du déploiement de moyens navals, il est toujours indispensable que les États Membres complètent l'action de l'opération militaire en inspectant, dans leurs eaux territoriales et leurs ports maritimes, tous chargements à destination ou en provenance de la Libye, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité sur la question.

12. Les saisies d'armes et de matériel connexe auxquelles ont procédé les agents des autorités portuaires et douanières libyennes démontrent l'utilité et l'importance de continuer de former ces agents et les garde-côtes et de renforcer leurs capacités, selon les besoins recensés par le Gouvernement d'entente nationale. Je remercie l'opération militaire de l'Union européenne pour les activités qu'elle mène à l'appui de la formation des garde-côtes.

13. L'application de l'embargo sur les armes décrété contre la Libye par le Conseil de sécurité depuis huit ans continue de se heurter à des difficultés. Je demande instamment aux États Membres d'appliquer intégralement les mesures d'embargo, qui sont indispensables, à court terme, pour l'apaisement de la situation actuelle mais revêtent toujours une importance cruciale pour la protection des civils et le rétablissement de la sécurité et de la stabilité en Libye et dans la région. Il est également primordial que le Conseil de sécurité et le Comité des sanctions, appuyés par le Groupe d'experts, adressent un message clair et sans équivoque à toutes les parties, soulignant que les violations répétées de l'embargo sur les armes constituent des violations des résolutions du Conseil et entravent les progrès vers une solution politique qui permettrait d'instaurer une paix durable en Libye.

⁷ Saisie d'armes et de munitions le 17 décembre 2018 et saisie de véhicules blindés le 5 février 2019.

⁸ Saisie d'armes le 7 janvier 2019.